



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITEE

TD/B/ITNC/AC.1/L.3/Add.1
4 juillet 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Groupe de travail intergouvernemental
d'experts des normes internationales
de comptabilité et de publication
Quatorzième session
Genève, 1er juillet 1996
Point 7 de l'ordre du jour

**PROJET DE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS
DES NORMES INTERNATIONALES DE COMPTABILITE ET DE PUBLICATION
SUR SA QUATORZIEME SESSION**

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 1er au 5 juillet 1996

Rapporteur : M. Syarifuddin (Indonésie)

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
II. Comptabilité des concessions publiques	1 - 7
III. Questions diverses	8 - 23

Note à l'intention des délégations

Le présent projet de rapport est un texte provisoire qui est distribué aux délégations pour approbation.

Toute demande de modification doit être soumise, en anglais ou en français, au plus tard le mercredi 10 juillet 1996 à la

Section d'édition de la CNUCED
Bureau E.8106
Télécopie : 907 0056
Téléphone : 907 5656/5655

Chapitre II

COMPTABILITE DES CONCESSIONS PUBLIQUES

(Point 4 de l'ordre du jour)

1. Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail intergouvernemental était saisi du document suivant :

"Comptabilité des concessions publiques et informations à fournir en la matière" (TD/B/ITNC/AC.1/8).

2. Un représentant du secrétariat de la CNUCED, présentant la question, a rappelé qu'à sa douzième session, en 1994, le Groupe de travail avait examiné un thème connexe, à savoir la "comptabilisation des subventions publiques".

3. Le représentant du Maroc a dit que, dans certains cas, le concédant pouvait aussi accorder des droits monopolistiques dans le cadre d'un contrat de concession. Comme les coûts supportés par le concessionnaire au titre des services fournis ou à fournir se répercutaient sur les prix payés par les consommateurs, le bénéficiaire d'une concession devait les justifier afin que les organismes de contrôle puissent protéger les consommateurs.

4. Le représentant de l'Allemagne a fait observer que si, du point de vue économique, certaines concessions pouvaient conférer l'usage d'actifs pendant une période égale ou supérieure à leur durée de vie utile, comme dans le cas des "baux financiers", la législation nationale pouvait proscrire la comptabilisation d'actifs par une entité n'ayant pas sur eux de droits de propriété.

5. Le représentant du Brésil jugeait très utile le rapport présenté au Groupe de travail, car fort peu de principes directeurs avaient été publiés dans ce domaine et la plupart des pays qui s'étaient lancés dans la privatisation devaient faire face à nombre des situations examinées.

6. Plusieurs délégations estimaient que les avantages fiscaux ainsi que les privilèges en matière d'importation et d'exportation accordés par un Etat ne devraient pas être divulgués dans les rapports financiers généraux, et qu'il valait mieux traiter la question dans une étude sur l'information fiscale. D'autres délégations étaient en faveur de la publication de renseignements à ce sujet, par souci de transparence.

Conclusions du Groupe de travail au sujet du point 4 de l'ordre du jour

7. Le Groupe a conclu que la CNUCED devrait publier le rapport du secrétariat (TD/B/ITNC/AC.1/8), avec les modifications voulues, et le communiquer à l'IASC pour examen et observations.

Chapitre III

QUESTIONS DIVERSES

(Point 5 de l'ordre du jour)

- a) **Rapport oral sur les enquêtes nationales concernant les raisons de la non-application des normes internationales de comptabilité et de publication, et recommandations, fondées sur les enquêtes, en vue de remédier aux carences constatées**

8. Un représentant du secrétariat de la CNUCED a fait un rapport oral sur l'alignement des normes nationales de comptabilité sur les normes internationales, en se fondant sur le document TD/B/ITNC/AC.1(XIV)/CRP.1.

9. Le Président a commenté la distinction faite dans le document entre les pays où l'emprunt et la fiscalité jouent un rôle majeur et ceux où les entreprises sont principalement financées par le marché boursier et les différences qui en résultaient dans leurs normes comptables. Il a estimé que la participation du secteur privé à la détermination des normes dans les pays du second type était préférable à la situation des pays du premier type où l'établissement de règles relevait des pouvoirs publics. Il s'est demandé si le Groupe pouvait aider les gouvernements dans le passage à une plus grande autodiscipline et dans une modification des législations pour les aligner sur les normes internationales de comptabilité. Il a espéré qu'à l'avenir, les sociétés transnationales souhaitant être cotées en bourse sur des places étrangères n'auraient plus besoin d'élaborer de multiples séries d'états financiers mais qu'une seule, fondée sur les normes internationales de comptabilité, suffirait. Des normes harmonisées étaient également nécessaires pour les agents n'ayant pas la dimension mondiale, tels que les petites et moyennes entreprises.

10. En outre, le Président a suggéré qu'étant le seul organe où des experts travaillaient pour le compte des Etats, le Groupe pourrait présenter les vues de ces derniers à l'IASC en vue d'élaborer des normes de comptabilité internationale. Le représentant de l'IASC a jugé cette proposition intéressante. L'Union européenne et l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) disposaient d'un siège d'observateur au Conseil de l'IASC. Il a également informé le Groupe que ce dernier progressait rapidement dans l'élaboration d'un petit nombre de normes acceptables par l'OICV au début de 1998. L'IASC envisageait aussi de contribuer à l'interprétation de ses normes et serait prêt à l'avenir à examiner

les questions relatives à leur signification et à leur application. L'intérêt de l'IASC pour les pays en développement ne se démentait pas et il avait entrepris un projet de comptabilité pour l'agriculture avec des fonds de la Banque mondiale.

11. Un certain nombre de représentants, notamment ceux du Brésil, du Chili, de la Chine, de la République de Corée, de la Pologne, de la Thaïlande et de la Turquie, ont présenté des observations et ont rectifié les informations figurant dans le document du secrétariat, ce dont il serait tenu compte dans la livraison suivante de la publication intitulée Questions relatives à la comptabilité et à la publication au niveau international : examen de 1996.

Le développement rapide des marchés des capitaux dans les pays en développement et le passage des pays en transition à l'économie de marché rendaient difficile le classement précis des pays. La situation dans certains pays s'était ainsi modifiée depuis le début de 1995 lorsque l'étude avait été entreprise. De nombreux pays ont estimé que si leurs normes comptables ne se conformaient pas entièrement aux normes internationales, des progrès suffisants avaient été accomplis dans ce domaine et la qualification "en conformité partielle" leur conviendrait mieux. Le représentant du Zaïre a dit que son pays n'ignorait certes pas les normes internationales de comptabilité mais il lui était difficile de les appliquer. L'interprétation posait problème ainsi que la réglementation qui donnait force de loi aux règles comptables et rendait difficile de les aligner sur les normes internationales. Le représentant de la Hongrie a souscrit à ce point de vue et affirmer que légiférer en matière de règles comptables était un processus très long. Son pays avait appliqué avec succès les directives de l'Union européenne et les sociétés se conformaient à présent de leur propre chef aux normes internationales de comptabilité. Le représentant du Chili a déclaré que son pays continuait à suivre l'évolution de la comptabilité dans les pays développés où le marché boursier jouait un rôle dominant plutôt que les normes internationales. Le représentant du Soudan a dit que dans son pays les travaux du Groupe et de l'IASC étaient modifiés par la législation nationale. Un certain nombre de délégations ont estimé que l'application des normes internationales de comptabilité dans les entreprises attirerait les investissements étrangers directs et le financement par le crédit.

12. Le représentant du Nigéria a dit que le document pouvait être un instrument utile pour analyser la situation de la comptabilité dans la région

africaine. La représentante de la CISL a dit que le rapport indiquait les obstacles qui s'opposaient à l'observation des normes et les mesures à prendre. Elle a ajouté que les banques exigeaient l'application de ces normes même pour les sociétés n'ayant pas de caractère international. Avec d'autres délégations, elle a appuyé l'idée d'une participation plus complète de l'IASC aux sessions du Groupe.

13. Le représentant du Maroc a soutenu qu'il fallait se demander si les normes internationales de comptabilité n'étaient pas trop complexes et coûteuses pour être appliquées par les petites et moyennes entreprises. Celles-ci auraient peut-être besoin de systèmes simplifiés. Cette opinion a également été exprimée par le Président et par les représentants du Danemark et de la Communauté européenne. Cette dernière avait adopté une nouvelle stratégie comptable aux termes de laquelle elle éviterait d'élaborer une nouvelle législation et encouragerait l'utilisation des normes internationales de comptabilité pour les comptes consolidés. Elle avait examiné la conformité des normes avec les directives de l'Union et n'avait découvert aucune contradiction majeure. Toutefois, s'agissant des comptes des entreprises individuelles, il restait encore beaucoup à faire pour parvenir à un langage commun. Néanmoins, il fallait tenir compte des coûts et des avantages d'un système harmonisé unique.

14. L'observateur de l'Institut canadien des comptables agréés a contesté ce point de vue, dans la mesure où l'adoption de règles différentes pour les grandes et les petites sociétés rendrait difficile la formation d'une image fidèle. Bien entendu les petites sociétés ne devraient pas avoir à fournir toutes les précisions qui incombent aux grandes, mais il s'agissait là d'une décision à prendre au niveau national. Les petites sociétés étaient nécessairement amenées à grandir et cela ne serait pas commode si les règles comptables changeaient lorsqu'elles atteignaient un certain seuil.

Conclusions du Groupe de travail au sujet du point 5 a) de l'ordre du jour

[A compléter]

b) Rapport oral sur les méthodes de fixation des prix de cession interne et sur les pratiques actuelles

15. Un représentant du secrétariat de la CNUCED a fait un rapport oral sur les méthodes de tarification interne et sur les pratiques actuelles sur la base du document TD/B/ITNC/AC.1(XIV)/CRP.2.

16. Les représentants de la CISL, du Maroc, du Nigéria et du Brésil ont eu un échange de vues au sujet de la nécessité de fournir davantage de renseignements. Les représentants du Japon, de la Suisse et du Royaume-Uni ont estimé qu'il fallait soigneusement peser les coûts et les avantages d'une divulgation accrue.

Conclusions du Groupe de travail au sujet du point 5 b) de l'ordre du jour

17. Il a été décidé de réviser le texte du document TD/B/ITNC/AC.1(XIV)/CRP.2 pour lui donner un caractère descriptif et non normatif en ce qui concerne les méthodes utilisées pour déterminer les prix de cession interne. Afin de permettre aux pays en développement de mieux comprendre ces méthodes, celles-ci devraient être décrites plus en détail. La section relative à la réglementation de la tarification de cession interne par l'Etat pourrait être supprimée. Les observations des diverses délégations au sujet du type et de l'ampleur des informations à fournir dans les états financiers seraient également incorporées dans la nouvelle version.

c) Rapport oral sur l'évolution de la comptabilité au niveau mondial

18. Les délégations ont été invitées à adresser par écrit leurs observations et rectificatifs au document TD/B/ITNC/AC.1(XIV)/CRP.3 au secrétariat de la CNUCED.

d) Rapport oral sur les sous-groupes qu'il est proposé de créer afin d'étudier des normes mondiales de qualification pour les comptables (y compris les techniciens comptables), ainsi qu'un système d'accréditation professionnelle reposant sur de telles normes

19. Un représentant du secrétariat de la CNUCED a présenté oralement les dernières activités de l'Organisation mondiale du commerce et de son groupe de travail des services professionnels et leurs relations avec les travaux du Groupe de travail intergouvernemental. En 1995, le Groupe de travail avait examiné la question de la réduction des obstacles au commerce des services comptables. Comme il était désormais clair que les activités de la CNUCED et de l'OMC ne se chevauchaient pas, la première convoquerait un comité directeur pour entamer l'élaboration d'une qualification mondiale. De tels travaux revêtaient désormais un double intérêt dans la mesure où l'élaboration d'une norme pour les qualifications professionnelles permettrait à la fois de renforcer la profession dans les pays en développement et de faire en sorte que ces derniers puissent profiter de toute réduction des obstacles au commerce des services comptables. Cela était conforme aux résultats de la neuvième session de la CNUCED qui avait instamment demandé qu'une assistance

technique appropriée soit accordée aux pays en développement pour renforcer leurs secteurs des services et les aider à retirer le maximum d'avantages possible de la libéralisation des échanges de services.

20. Le représentant de l'Organisation mondiale du commerce a confirmé que les travaux du Groupe de travail et ceux de la CNUCED ne se chevaucheraient pas.

Conclusions du Groupe de travail au sujet du point 5 d) de l'ordre du jour

21. Le Groupe de travail a noté qu'il apparaissait désormais clairement que la CNUCED et l'OMC ne faisaient pas double emploi et que les travaux concernant l'élaboration d'une qualification mondiale se poursuivraient, conformément à la demande qu'il avait formulée à sa onzième session et à l'approbation ultérieure de ses organes principaux.

e) Rapport oral sur le suivi des questions examinées à la treizième session du Groupe

22. Un représentant du secrétariat de la CNUCED a présenté oralement les résultats de l'atelier sur la comptabilité de l'environnement qui avait été convoqué en décembre 1995 pour examiner la nouvelle contribution que la CNUCED pourrait faire dans ce domaine. Des activités avaient été définies dans quatre domaines : comptabilité financière, comptabilité de gestion, rapports d'environnement et relation entre indicateurs de la performance environnementale et ratios financiers. Ces travaux étaient conformes à l'engagement pris à la neuvième session de la CNUCED pour favoriser le développement durable. La CNUCED réaliserait ce projet en collaboration étroite avec la Banque mondiale, le PNUE et un certain nombre d'instituts professionnels nationaux.

Conclusions du Groupe de travail au sujet du point 5 e) de l'ordre du jour

23. Le Groupe a noté que cette question serait inscrite à l'ordre du jour de sa quinzième session.
